Government Publications

CA2ON
YX 71
-C 55

3 1761 11890208 9

Ontario

OFFICE CONSOLIDATION

Edible Oil Products Act

Revised Statutes of Ontario, 1990
Chapter E.1

as amended by:
1994, Chapter 27, s. 17

and the following Regulation (as amended):

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

Loi sur les produits oléagineux comestibles

Lois refondues de l'Ontario de 1990
Chapitre E.1

tel qu'il est modifié par :
l'art. 17 du chap. 27 de 1994

et le règlement suivant (tel qu'il est modifié) :

General (R.R.O. 1990, Reg. 282)

LIBRARY
MAY 25 1995
University of Toronto

March 1995

©Printed by the Queen's Printer for Ontario

mars 1995

©Imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario

ISBN 0-7778-3294-1

CONTENTS / SOMMAIRE

	Page
Edible Oil Products Act/ Loi sur les produits oléagineux comestibles	1
Regulation/Règlement	
General	R1.1

NOTICE

This office consolidation is prepared for purposes of convenience only. The authoritative text is set out in the official volumes.

The Regulation in this consolidation was made in English only. No French version is available.

AVIS

La présente codification administrative ne vise qu'à faciliter la consultation. Le texte authentique se trouve dans les volumes officiels.

Le règlement contenu dans la présente codification n'a été pris qu'en anglais. Il n'en existe pas de version française.

Copies of this and other Ontario Government publications are available from Publications Ontario at 880 Bay St., Toronto. Out-of-town customers may write to Publications Ontario, 50 Grosvenor St., Toronto M7A 1N8. Telephone (416) 326-5300 or toll-free in Ontario 1-800-668-9938. Fax (416) 326-5317. The hearing impaired may call: (416) 325-3408 or toll-free in Ontario 1-800-268-7095. MasterCard and Visa are accepted.

On peut se procurer des exemplaires du présent document ainsi que d'autres publications du gouvernement de l'Ontario à Publications Ontario, 880, rue Bay, Toronto. Les personnes de l'extérieur peuvent écrire à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 (téléphone : (416) 326-5300 ou, en Ontario, 1-800-668-9938 sans frais d'interurbain). Télécopieur : (416) 326-5317. Les malentendants peuvent composer le (416) 325-3408 ou, sans frais en Ontario, le 1-800-268-7095. Les cartes de crédit MasterCard et Visa sont acceptées.

CHAPTER E.1

Edible Oil Products Act

(Note: By Order in Council made March 30, 1994, the powers and duties of the Minister were transferred to the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs.)

Definitions

1. In this Act,

"analyst" means an analyst appointed under this Act; ("analyste")

"chief inspector" means the chief inspector appointed under this Act; ("inspecteur en chef")

"dairy product" means any milk product designated by name as a milk product in the *Milk Act* or designated as a milk product or fluid milk product in the regulations made thereunder; ("produit laitier")

"edible oil product" means a food substance, other than a dairy product, of whatever origin, source or composition that is manufactured for human consumption wholly or in part from a fat or oil other than that of milk; ("produit oléagineux comestible")

"inspector" means an inspector appointed under this Act; ("inspecteur")

"licence" means a licence under this Act; ("permis")

"Minister" means the Minister of Agriculture and Food; ("ministre")

"regulations" means the regulations made under this Act; ("règlements")

"Tribunal" means the Farm Products Appeal Tribunal under the *Ministry of Agriculture and Food Act*. ("Commission") R.S.O. 1990, c. E.1, s. 1.

Application of Act

2. This Act applies to every edible oil product and class of edible oil product designated in the regulations. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 2.

Manufacture and sale of certain edible oil products prohibited

3. (1) No person shall manufacture or sell an edible oil product, other than oleomargarine, manufactured by any process by which fat or oil other than that of milk has been added to or mixed or blended with a dairy product in such manner that the resultant edible oil product is an imitation of or resembles a dairy product.

CHAPITRE E.1

Loi sur les produits oléagineux comestibles

(Remarque : Les attributions du ministre ont été transférées au ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales par décret du 30 mars 1994.)

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«analyste» Analyste nommé en vertu de la présente loi. («analyst»)

«Commission» La Commission d'appel pour les produits agricoles visée par la *Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation*. («Tribunal»)

«inspecteur» Inspecteur nommé en vertu de la présente loi. («inspector»)

«inspecteur en chef» L'inspecteur en chef nommé en vertu de la présente loi. («chief inspector»)

«ministre» Le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation. («Minister»)

«permis» Permis délivré en vertu de la présente loi. («licence»)

«produit laitier» Tout produit du lait désigné comme produit du lait dans la *Loi sur le lait* ou désigné comme produit du lait ou produit liquide du lait dans les règlements pris en application de cette loi. («dairy product»)

«produit oléagineux comestible» Toute substance alimentaire, autre qu'un produit laitier, quelle qu'en soit l'origine, la source ou la composition, destinée à l'alimentation humaine et fabriquée, en tout ou en partie, à partir de matières grasses ou d'huiles autres que celles du lait. («edible oil product»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations») L.R.O. 1990, chap. E.1, art. 1.

Champ d'application de la loi

2. La présente loi s'applique à tout produit oléagineux comestible et à toute catégorie de produits oléagineux comestibles désignés dans les règlements. L.R.O. 1990, chap. E.1, art. 2.

La fabrication et la vente de certains produits oléagineux comestibles sont interdites

3. (1) Nul ne doit fabriquer ou vendre un produit oléagineux comestible, autre que la margarine, fabriqué par tout procédé qui ajoute des matières grasses ou des huiles autres que celles du lait à un produit laitier ou les mélange avec un produit laitier de façon à ce que le produit oléagineux comestible qui en

résulte constitue un succédané de produit laitier ou y ressemble.

Flavouring exempted

(2) Subsection (1) does not prevent the use of chocolate or cocoa or any flavouring preparation that contains fat or oil other than that of milk when used for the purpose of flavouring a dairy product so long only as such fat or oil does not exceed one-half of 1 per cent by weight of the dairy product. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 3.

Exemption dans le cas des aromatisants

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour objet d'empêcher l'utilisation du chocolat, du cacao ou de tout aromatisant qui contient des matières grasses ou des huiles autres que celles du lait lorsque ceux-ci sont utilisés dans le but d'aromatiser un produit laitier, dans la mesure seulement où ces matières grasses ou ces huiles n'excèdent pas un demi pour cent du poids du produit laitier. L.R.O. 1990, chap. E.1, art. 3.

Licence required

4. No person shall manufacture or sell by wholesale an edible oil product to which this Act applies without a licence therefor from the chief inspector. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 4.

Permis

4. Nul ne doit fabriquer ou vendre en gros un produit oléagineux comestible visé par la présente loi sans permis à cet effet délivré par l'inspecteur en chef. L.R.O. 1990, chap. E.1, art. 4.

Licence, issue

5. (1) The chief inspector shall issue a licence to a person who makes application therefor in accordance with this Act and the regulations and pays the prescribed fee unless, after a hearing,

(a) the chief inspector finds that,

(i) the applicant was previously the holder of a licence and such licence was cancelled under this Act, or

(ii) the applicant or, where the applicant is a corporation, any officer, director or servant thereof or any person who will be in any way associated with the applicant in the operations pursuant to the licence was convicted of an offence under this Act,

and in his or her opinion the grounds for such cancellation or conviction warrant a refusal to issue the licence; or

(b) the chief inspector is of opinion that,

(i) the past conduct of the applicant or, where the applicant is a corporation, of its officers or directors, affords reasonable grounds for belief that the business that would be authorized by the licence will not be carried on in accordance with law, or

(ii) the applicant is not in a position to observe or carry out the provisions of this Act and the regulations.

Délivrance du permis

5. (1) L'inspecteur en chef délivre un permis à quiconque en fait la demande conformément à la présente loi et aux règlements et acquitte les droits prescrits, sauf si, après avoir tenu une audience :

a) ou bien il conclut que l'une des conditions suivantes se vérifie :

(i) l'auteur de la demande était antérieurement le titulaire d'un permis qui a été révoqué en vertu de la présente loi,

(ii) l'auteur de la demande ou, lorsque l'auteur est une personne morale, ses dirigeants, administrateurs ou employés, ou toute personne liée avec l'auteur de la demande aux activités autorisées par le permis a été déclaré coupable d'avoir commis une infraction visée à la présente loi,

et, qu'à son avis, les motifs de cette révocation ou de cette déclaration de culpabilité justifient le refus de délivrer le permis;

b) ou bien il est d'avis que l'une des conditions suivantes se vérifie :

(i) la conduite antérieure de l'auteur de la demande ou, si l'auteur est une personne morale, celle de ses dirigeants ou administrateurs, offre des motifs suffisants de croire que les activités autorisées par le permis ne seront pas exercées conformément à la loi,

(ii) l'auteur de la demande n'est pas en mesure de se conformer aux dispositions de la présente loi et des règlements.

Renewal

(2) Subject to section 6, the chief inspector shall renew a licence on application therefor

Renouvellement de permis

(2) Sous réserve de l'article 6, l'inspecteur en chef renouvelle le permis lorsque le titu-

by the licensee in accordance with this Act and the regulations and payment of the prescribed fee. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 5.

laire en fait la demande conformément à la présente loi et aux règlements et acquitte les droits prescrits. L.R.O. 1990, chap. E.1, art. 5.

Refusal to renew, suspension or cancellation

6. (1) The chief inspector may refuse to renew or may suspend or cancel a licence if, after a hearing, the chief inspector finds that,

6. (1) L'inspecteur en chef peut refuser de renouveler ou peut suspendre ou révoquer un permis, s'il conclut, après avoir tenu une audience, que l'une des conditions suivantes se vérifie :

Non-renouvellement, suspension ou révocation de permis

(a) the licensee or, where the licensee is a corporation, any officer, director or servant thereof, has contravened or has permitted any person under the licensee's control or direction or associated with the licensee in connection with its operations as a licensee to contravene any provision of this Act or the regulations or a term or condition of the licence or has been convicted of an offence under this Act and such contravention or conviction in the chief inspector's opinion warrants such refusal to renew, suspension or cancellation of the licence; or

a) le titulaire ou, si le titulaire est une personne morale, un dirigeant, un administrateur ou un employé de celle-ci a enfreint ou a permis à une personne qui relève de lui ou avec qui elle est liée aux activités autorisées par le permis d'enfreindre une disposition de la présente loi ou des règlements ou une condition du permis, ou a été déclaré coupable d'avoir commis une infraction visée à la présente loi et que cette infraction ou déclaration de culpabilité justifie, à son avis, la mesure que prend l'inspecteur en chef;

(b) any other ground for refusal to renew, suspension or cancellation specified in the regulations exists.

b) un autre motif prévu aux règlements justifie le refus de renouveler le permis, sa suspension ou sa révocation.

Provisional suspension, etc.

(2) Despite subsection (1), the chief inspector, by notice to a licensee and without a hearing, may provisionally refuse to renew or suspend the licensee's licence where in the opinion of the chief inspector it is necessary to do so for the immediate protection of the safety or health of any person or the public and the chief inspector so states in such notice giving his or her reasons therefor, and thereafter the chief inspector shall hold a hearing to determine whether renewal of the licence should be refused or whether the licence should be further suspended or cancelled under this Act and the regulations.

(2) Malgré le paragraphe (1), l'inspecteur en chef peut, par avis motivé au titulaire du permis et sans tenir d'audience, refuser provisoirement le renouvellement du permis ou suspendre celui-ci s'il est d'avis que cette mesure s'impose pour assurer la protection immédiate de la sécurité ou de la santé d'une personne ou du public. L'inspecteur en chef tient ensuite une audience afin de déterminer s'il y a lieu de refuser le renouvellement du permis de maintenir sa suspension ou de le révoquer aux termes de la présente loi et des règlements.

Suspension provisoire de permis

Continuation of licence pending renewal

(3) Subject to subsection (2), where, within the time prescribed therefor or, if no time is prescribed, before expiry of the licence, a licensee has applied for a renewal of the licence and has paid the prescribed fee and observed or carried out the provisions of this Act and the regulations, the existing licence shall be deemed to continue until the licensee has received the decision of the chief inspector on the application for renewal. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 6.

(3) Sous réserve du paragraphe (2), si, dans les délais impartis à cette fin ou, en l'absence de délais, avant l'expiration de son permis, le titulaire a demandé le renouvellement de son permis, a acquitté les droits prescrits et s'est conformé aux dispositions de la présente loi et des règlements, son permis est réputé en vigueur jusqu'à ce que la décision de l'inspecteur en chef concernant sa demande lui soit communiquée. L.R.O. 1990, chap. E.1, art. 6.

Maintien du permis en attendant son renouvellement

Notice of hearing

7. (1) The notice of a hearing by the chief inspector under section 5 or 6 shall afford the applicant or licensee reasonable opportunity to show or to achieve compliance before the hearing with all lawful requirements for the issue or retention of the licence.

7. (1) L'avis d'audience envoyé par l'inspecteur en chef en vertu de l'article 5 ou 6 offre à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis un délai suffisant avant l'audience pour se conformer aux exigences légales relatives à la délivrance ou au maintien du permis ou pour démontrer qu'il s'y conforme.

Avis d'audience

Examination of documentary evidence

(2) An applicant or licensee who is a party to proceedings in which the chief inspector

(2) L'auteur de la demande ou le titulaire du permis qui est partie à l'audience devant

Examen de la preuve documentaire

holds a hearing shall be afforded an opportunity to examine before the hearing any written or documentary evidence that will be produced or any report the contents of which will be given in evidence at the hearing. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 7.

l'inspecteur en chef doit avoir l'occasion d'examiner, avant l'audience, la preuve documentaire et les témoignages écrits qui y seront produits et les rapports qui y seront présentés en preuve. L.R.O. 1990, chap. E.1, art. 7.

Variation of decision by chief inspector

8. Where the chief inspector has refused to issue or renew or has suspended or cancelled a licence pursuant to a hearing, the chief inspector may, at any time of his or her own motion or on the application of the person who was the applicant or licensee, vary or rescind the decision, but the chief inspector shall not vary or rescind his or her decision adversely to the interests of any person without holding a rehearing to which such person is a party and may make such decision pursuant to such rehearing as the chief inspector considers proper under this Act and the regulations. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 8.

8. Si l'inspecteur en chef a refusé de délivrer ou de renouveler un permis ou a suspendu ou révoqué un permis à la suite d'une audience, il peut en tout temps, de sa propre initiative ou à la demande de la personne qui était le titulaire du permis ou l'auteur de la demande, modifier ou annuler sa décision. Toutefois, il ne peut prendre de décision contraire aux intérêts d'une personne sans mettre cette personne en cause. Dans ce cas, il tient une nouvelle audience à la suite de laquelle il rend la décision qu'il juge conforme à la présente loi et aux règlements. L.R.O. 1990, chap. E.1, art. 8.

L'inspecteur en chef modifie sa décision

Appeal to Tribunal

9. (1) Where the chief inspector refuses to issue or renew, or suspends or cancels a licence, the applicant or licensee may, by written notice delivered to the chief inspector and filed with the Tribunal within fifteen days after receipt of the decision of the chief inspector, appeal to the Tribunal.

9. (1) Si l'inspecteur en chef refuse de délivrer ou de renouveler un permis ou suspend ou révoque un permis, l'auteur de la demande ou le titulaire du permis peut interjeter appel devant la Commission au moyen d'un avis écrit remis à l'inspecteur en chef et déposé auprès de la Commission dans les quinze jours qui suivent la réception de la décision de l'inspecteur en chef.

Appel devant la Commission

Extension of time for appeal

(2) The Tribunal may extend the time for the giving of notice by an applicant or licensee under subsection (1), either before or after expiration of such time, where it is satisfied that there are apparent grounds for appeal and that there are reasonable grounds for applying for the extension.

(2) La Commission peut proroger le délai prévu au paragraphe (1), avant ou après l'expiration de ce délai, si elle est convaincue qu'il existe des moyens d'appel apparemment fondés et qu'il existe des motifs suffisants de demander la prorogation.

Prorogation du délai d'appel

Disposal of appeal

(3) Where an applicant or licensee appeals to the Tribunal under this section, the Tribunal shall hear the appeal by way of a new hearing to determine whether the licence should be issued, renewed, suspended or cancelled and may, after the hearing, confirm or alter the decision of the chief inspector or direct the chief inspector to do any act he or she is authorized to do under this Act and as the Tribunal considers proper, and, for such purpose, the Tribunal may substitute its opinion for that of the chief inspector.

(3) Saisie d'un appel en vertu du présent article, la Commission tient une nouvelle audience afin de décider si le permis doit être délivré, renouvelé, suspendu ou révoqué. Elle peut confirmer ou modifier la décision de l'inspecteur en chef ou ordonner à celui-ci de prendre une mesure qu'il est autorisé à prendre en vertu de la présente loi et qu'elle juge opportune. À cette fin, la Commission peut substituer son opinion à celle de l'inspecteur en chef.

Décision sur l'appel

Effect of decision pending disposal of appeal

(4) Even though an applicant or licensee has appealed under this section from a decision of the chief inspector, unless the chief inspector otherwise directs, the decision of the chief inspector is effective until the appeal is disposed of. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 9.

(4) Malgré l'appel, la décision de l'inspecteur en chef a plein effet jusqu'à ce que l'appel soit réglé, sauf directive contraire de celui-ci. L.R.O. 1990, chap. E.1, art. 9.

Effet de la décision de l'inspecteur en chef

Parties

10. (1) The chief inspector, the appellant and such other persons as the Tribunal may specify are parties to the proceedings before the Tribunal under this Act.

10. (1) Sont parties à l'instance devant la Commission, l'inspecteur en chef, l'appelant et les autres personnes que la Commission peut désigner.

Parties

Members making decision not to have taken part in investigation, etc.

(2) Members of the Tribunal assigned to render a decision after a hearing shall not have

(2) Les membres de la Commission appelés à rendre une décision après une audience ne

Les membres décident sans avoir pris part à une enquête

taken part prior to the hearing in any investigation or consideration of the subject-matter of the hearing and shall not communicate directly or indirectly in relation to the subject-matter of the hearing with any person or with any party or representative of a party except upon notice to and opportunity for all parties to participate, but such members may seek legal advice and in such case the nature of the advice should be made known to the parties in order that they may make submissions as to the law.

doivent pas avoir pris part avant l'audience à une enquête ou à un examen relatif à l'affaire en litige. Ils ne communiquent pas directement ni indirectement avec qui que ce soit, notamment l'une des parties ou son représentant, au sujet de l'affaire en litige, si ce n'est après en avoir avisé les parties et leur avoir fourni l'occasion d'y participer. Toutefois, ils peuvent solliciter des conseils juridiques et, dans ce cas, la teneur du conseil donné devrait être communiquée aux parties pour leur permettre de présenter des observations relatives au droit applicable.

Recording of evidence

(3) The oral evidence taken before the Tribunal at a hearing shall be recorded and, if so required, copies of a transcript thereof shall be furnished upon the same terms as in the Ontario Court (General Division).

Procès-verbal des témoignages

(3) Les témoignages oraux entendus par la Commission sont consignés et, si nécessaire, des copies de leur transcription en sont fournies sur demande aux mêmes conditions que celles qui sont imposées en Cour de l'Ontario (Division générale).

Findings of fact

(4) The findings of fact of the Tribunal pursuant to a hearing shall be based exclusively on evidence admissible or matters that may be noticed under sections 15 and 16 of the *Statutory Powers Procedure Act*.

Conclusions de fait

(4) Lors d'une audience, la Commission fonde ses conclusions de fait uniquement sur la preuve admissible ou sur ce dont elle peut prendre connaissance en vertu des articles 15 et 16 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Only members at hearing to participate in decision

(5) No member of the Tribunal shall participate in a decision of the Tribunal pursuant to a hearing unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and argument of the parties and, except with the consent of the parties, no decision of the Tribunal shall be given unless all members so present participate in the decision. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 10.

Seuls les membres présents à l'audience participent à la décision

(5) Nul ne doit participer à la décision de la Commission à moins d'avoir assisté à toute l'audience et d'avoir entendu la preuve et les plaidoiries. Sauf du consentement des parties, la Commission ne doit pas rendre de décision, à moins que tous les membres qui ont assisté à l'audience participent également à la décision. L.R.O. 1990, chap. E.1, art. 10.

Appeal to court

11. (1) Any party to the hearing before the Tribunal may appeal from the decision of the Tribunal to the Divisional Court.

Appel à la Cour divisionnaire

11. (1) Les parties à une audience tenue par la Commission peuvent en appeler de la décision de la Commission devant la Cour divisionnaire.

Minister entitled to be heard

(2) The Minister is entitled to be heard, by counsel or otherwise, on the argument of an appeal under this section.

Ministre entendu en appel

(2) Le ministre a le droit d'être entendu, notamment par l'intermédiaire d'un avocat, lors de l'audition d'un appel interjeté en vertu du présent article.

Record to be filed in court

(3) The chair of the Tribunal shall file with the Divisional Court the record of the proceedings before the Tribunal which, together with a transcript of the evidence before the Tribunal, if it is not part of the Tribunal's record, shall constitute the record in the appeal.

Dossier déposé auprès de la Cour divisionnaire

(3) Le président de la Commission dépose auprès de la Cour divisionnaire le dossier de l'instance engagée devant la Commission. Ce dossier, accompagné de la transcription de la preuve présentée devant la Commission, si elle ne fait pas partie du dossier, constitue le dossier d'appel.

Powers of court on appeal

(4) An appeal under this section may be made on any question that is not a question of fact alone and the court may confirm or alter the decision of the Tribunal or direct the chief inspector to do any act he or she is authorized to do under this Act or may refer the matter back to the Tribunal for reconsideration by the Tribunal as the court considers proper, and the court may substitute its opinion for that of the chief inspector or the Tribunal.

Pouvoirs de la Cour

(4) L'appel interjeté en vertu du présent article peut porter sur toute question qui n'est pas seulement une question de fait. La Cour peut confirmer ou modifier la décision de la Commission, ordonner à l'inspecteur en chef de prendre une mesure qu'il est autorisé à prendre en vertu de la présente loi ou renvoyer l'affaire à la Commission pour réexamen selon ce que la Cour juge opportun. La Cour peut substituer son opinion à celle de l'inspecteur en chef ou de la Commission.

Effect of decision of Tribunal pending disposal of appeal

(5) Although an applicant or licensee has appealed under this section from a decision of the Tribunal, unless the Tribunal otherwise directs, the decision of the Tribunal is effective until the appeal is disposed of. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 11.

Effet de la décision de la Commission

(5) Malgré l'appel, la décision de la Commission a plein effet jusqu'à ce que l'appel soit réglé, sauf directive contraire de celle-ci. L.R.O. 1990, chap. E.1, art. 11.

Sale of edible oil products

12. No person shall offer for sale or sell by wholesale or retail an edible oil product to which this Act applies that does not comply with this Act and the regulations. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 12.

Vente de produits oléagineux comestibles

12. Nul ne doit mettre en vente ou vendre en gros ou au détail un produit oléagineux comestible, visé par la présente loi, qui n'est pas conforme à la présente loi et aux règlements. L.R.O. 1990, chap. E.1, art. 12.

Inspectors, etc., appointment

13. (1) The Minister may appoint a chief inspector and such inspectors and analysts as are considered necessary for the administration and enforcement of this Act and the regulations. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 13 (1); 1994, c. 27, s. 17 (1).

Inspecteurs, nomination

13. (1) Le ministre peut nommer un inspecteur en chef et les inspecteurs et analystes qu'il considère nécessaires en vue de l'application et de l'exécution de la présente loi et des règlements. L.R.O. 1990, chap. E.1, par. 13 (1); 1994, chap. 27, par. 17 (1).

Obstruction of inspector

(2) No person shall obstruct an inspector in the performance of his or her duties or furnish an inspector with false information. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 13 (2).

Entrave

(2) Nul ne doit entraver l'action d'un inspecteur dans l'exercice de ses fonctions ni lui fournir de faux renseignements. L.R.O. 1990, chap. E.1, par. 13 (2).

Regulations

14. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

Règlements

14. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

(a) designating the edible oil products or classes of edible oil products to which this Act applies;

a) désigner les produits oléagineux comestibles ou les catégories de produits oléagineux comestibles auxquels la présente loi s'applique;

(b) providing for the issue of licences to manufacturers and wholesalers of any edible oil product and prescribing the form, terms and conditions thereof and the fees to be paid therefor, and providing for the renewal, suspension and cancellation thereof;

b) prévoir la délivrance de permis aux fabricants et aux vendeurs en gros de produits oléagineux comestibles et prescrire la forme et les conditions de ces permis et les droits à acquitter et prévoir le renouvellement, la suspension et la révocation des permis;

(b.1) exempting classes of persons from the requirement under section 4 to hold a licence, in such circumstances as may be prescribed and subject to such restrictions as may be prescribed;

b.1) soustraire des catégories de personnes à l'obligation, prévue à l'article 4, de détenir un permis, dans les circonstances et sous réserve des restrictions prescrites;

(c) prescribing standards for the operation and maintenance of premises and facilities in which any edible oil product is manufactured, packed or stored;

c) prescrire des normes d'exploitation et d'entretien des locaux et des installations où des produits oléagineux comestibles sont fabriqués, empaquetés ou entreposés;

(d) prescribing the standards of quality for and the composition of any edible oil product or class of edible oil product;

d) prescrire les normes relatives à la qualité et à la composition des produits oléagineux comestibles ou de catégories de produits oléagineux comestibles;

(e) providing for the detention and confiscation of any edible oil product that does not comply with this Act and the regulations;

e) prévoir la détention et la confiscation de produits oléagineux comestibles qui ne sont pas conformes à la présente loi et aux règlements;

(f) respecting the advertising of any edible oil product or class of edible oil product;

f) régir la publicité relative aux produits oléagineux comestibles ou à des catégories de produits oléagineux comestibles;

(g) requiring and providing for the identification by labelling or otherwise of any edible oil product or class of edible oil product sold or offered for sale;

g) exiger et prévoir l'identification, notamment par étiquetage, des produits oléagineux comestibles ou des catégories de produits oléagineux comestibles vendus ou mis en vente;

(h) prescribing the powers and duties of inspectors and analysts;

h) prescrire les attributions des inspecteurs et des analystes;

(i) prescribing the records to be kept by manufacturers and wholesalers of any edible oil product;

i) prescrire les registres que doivent tenir les fabricants et les vendeurs en gros de produits oléagineux comestibles;

(j) exempting any manufacturer, wholesaler or retailer of any edible oil product from this Act and the regulations, and prescribing terms and conditions therefor;

j) soustraire à l'application de la présente loi et des règlements un fabricant, un vendeur en gros ou au détail de produits oléagineux comestibles et prescrire les conditions régissant cette exemption;

(k) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 14; 1994, c. 27, s. 17 (2).

k) traiter de toute question nécessaire ou utile pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi. L.R.O 1990, chap. E.1, art. 14; 1994, chap. 27, par. 17 (2).

Same

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations adding to, removing, replacing or changing in any other way the grounds upon which or the circumstances in which a licence may be issued, renewed, suspended or revoked under section 5 or 6. 1994, c. 27, s. 17 (3).

Idem

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, changer, notamment par adjonction, retranchement ou remplacement, les motifs pour lesquels ou les circonstances dans lesquelles un permis peut être délivré, renouvelé, suspendu ou révoqué en vertu de l'article 5 ou 6. 1994, chap. 27, par. 17 (3).

Offence

15. Every person who contravenes any of the provisions of this Act or the regulations is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than $5,000 for each offence. R.S.O. 1990, c. E.1, s. 15.

Infraction

15. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 $ à l'égard de chaque infraction. L.R.O. 1990, chap. E.1, art. 15.

Edible Oil Products Act
Loi sur les produits oléagineux comestibles

REGULATION 282

Amended to O. Reg. 64/92

GENERAL

1. In this Regulation, "designated product" means an edible oil product designated under section 2. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 1.

DESIGNATED PRODUCTS

2. (1) Products, other than oleomargarine, that are manufactured by any process by which fat or oil, other than that of milk, has been added to or mixed or blended with one or more other ingredients in such manner that the resultant product is an imitation of or resembles a dairy product or milk product for which standards have been established under the *Milk Act*, the *Canada Agricultural Products Act* (Canada) or the *Food and Drug Act* (Canada) are designated edible oil products to which the Act applies.

(2) Any manufacturer, wholesaler or retailer of liquid coffee whiteners, whipped toppings, frozen desserts or sour dressings that contain no dairy products or milk products other than a total of 2 per cent or less by weight of casein or caseinates is exempted from section 3 of the Act with respect to the manufacture and sale of those edible oil products. O. Reg. 64/92, s. 1.

LICENCES

3. (1) A person who manufactures designated products is required to hold a licence in respect of each location at which the person manufactures designated products.

(2) An application for a licence to manufacture designated products shall be made to the chief inspector.

(3) The fee for a licence is $500 in respect of each location at which designated products are manufactured and shall accompany the application. O. Reg. 64/92, s. 2, *part*.

4. (1) An application for a licence to sell by wholesale a designated product shall be made to the chief inspector.

(2) The fee for a licence to sell by wholesale a designated product is $50 and shall accompany the application. O. Reg. 64/92, s. 2, *part*.

5. (1) A licence expires with the 31st day of December of the year for which it is issued.

(2) Licences are not transferable. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 5.

ADVERTISING AND LABELLING

6. (1) No person shall make an untrue claim by word or design in respect of a designated product in an advertisement or on the label of a container.

(2) No advertisement respecting a designated product and no label on a container of a designated product shall,

(a) state or imply that the designated product has a relation to any dairy product;

(b) use a dairy term or expression; or

(c) depict a dairy scene.

(3) The words "an edible oil product" shall appear in every advertisement respecting a designated product and on every label of every container for the product. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 6 (1-3).

(4) Where the name or trade name of a designated product appears in an advertisement respecting, or on the label of a container other than an individual serving package of, a designated product, the words "an edible oil product" shall,

(a) immediately follow the name or trade name; and

(b) be in legible letters at least half the height of the largest lettering on the container. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 6 (4); O. Reg. 64/92, s. 3 (1).

(5) Every container of a designated product other than an individual serving package shall have legibly displayed thereon,

(a) a list of ingredients in descending order of the percentage that each ingredient is of the total; and

(b) the name and address of the manufacturer or wholesaler thereof or, where the wholesaler is not the manufacturer, the name and address or such other identification of the manufacturer as may be approved by the chief inspector, in letters at least 1.6 millimetres in height. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 6 (5); O. Reg. 64/92, s. 3 (2).

(6) No person shall display for sale at retail a designated product,

(a) among dairy products;

(b) in a compartment used mainly for display of dairy products; or

(c) in a manner that implies the designated product has a relation to any dairy product. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 6 (6).

(7) Where an edible oil product is packaged as an individual serving, the package shall have legibly inscribed thereon,

(a) a statement in letters no smaller than the size used for the name or trade name appearing on the package that the product is an edible oil product; and

(b) the name and address of the manufacturer or wholesaler thereof or, where the wholesaler is not the manufacturer, the name and address or such other identification of the manufacturer as may be approved by the chief inspector. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 6 (7); O. Reg. 64/92, s. 3 (3).

(8) No person shall mark or label or sell or offer for sale any designated product in a container that does not comply with the Act or this Regulation. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 6 (8).

RECORDS

7. (1) Every manufacturer of a designated product shall keep records showing,

(a) the ingredients and the amounts thereof used in the manufacture of the designated product;

(b) the quantities of the designated product that the manufacturer has manufactured, sold and retained in storage; and

(c) the names and addresses of all persons to whom the manufacturer has sold the designated product.

(2) Every wholesaler of a designated product shall keep records showing,

(a) the quantities of the designated product in storage and sold; and

(b) the names and addresses of persons to whom the wholesaler has sold the designated product.

(3) Every manufacturer or wholesaler shall maintain the records made under subsection (1) or (2), as the case may be, for a period of not less than twelve months. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 7.

POWERS AND DUTIES OF INSPECTORS AND ANALYSTS

8. (1) For the purpose of making an inspection, an inspector may, at all reasonable hours, enter,

(a) premises where a designated product is manufactured, stored, held for transport or delivery or sold; and

(b) conveyances being used for transport or delivery of,

(i) a designated product, and

(ii) edible oil products used in the manufacturing of a designated product.

(2) In making an inspection, an inspector may examine,

(a) premises, apparatus and equipment used in the manufacturing and packaging of a designated product;

(b) materials or substances used in the manufacturing and packaging of a designated product; and

(c) records kept under subsection 7 (1) or (2). R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 8.

9. (1) An inspector may obtain samples of a designated product in quantities sufficient for having an analysis made. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 9 (1).

(2) An inspector who obtains a sample of a designated product shall,

(a) make a report to the chief inspector; and

(b) deliver a copy of the report to the person in charge of the premises. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 9 (2); O. Reg. 64/92, s. 4 (1).

(3) An analyst who makes an analysis of the sample obtained by an inspector of a designated product shall make a report to the chief inspector. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 9 (3); O. Reg. 64/92, s. 4 (2).

DETENTION OF EDIBLE OIL PRODUCTS

10. (1) Where an inspector finds an edible oil product that he or she has reasonable grounds to suspect does not comply with the Act and this Regulation, the inspector may place the edible oil product under detention for such period of time as is necessary for analysis,

(a) under the supervision of the inspector, by an analytical chemist who ordinarily makes examinations and analyses for the manufacturer of the edible oil product; or

(b) by an analyst, including the time required for the issuance of the analyst's report.

(2) Where an inspector finds after analysis an edible oil product that does not comply with the Act and this Regulation, the inspector may place the edible oil product under detention. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 10.

11. Where an inspector has placed an edible oil product under detention, the inspector shall attach to the container or package of containers a numbered detention tag having in bold type the words "edible oil product under detention", and no person shall sell, offer for sale, move or allow or cause to be moved the edible oil product, container or package of containers or remove the detention tag without the written authority of an inspector or of the chief inspector. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 11; O. Reg. 64/92, s. 5.

12. An inspector who is satisfied that an edible oil product placed under detention complies with the Act and this Regulation shall remove the detention tag and release the edible oil product. O. Reg. 64/92, s. 6.

CONFISCATION OF EDIBLE OIL PRODUCTS

13. (1) An inspector shall confiscate in favour of the Crown in right of Ontario an edible oil product placed under detention if,

(a) the inspector has delivered or sent by registered mail a copy of the inspector's report and the analyst's report, if any, to the person in charge of the premises where the edible oil product was placed under detention and to the manufacturer whose name, if any, appears on the package or container;

(b) a period of at least thirty days has elapsed from the delivery or sending of the report or reports mentioned in clause (a); and

(c) the inspector is satisfied, after a hearing, that the edible oil product does not comply with the Act and this Regulation. O. Reg. 64/92, s. 7.

(2) Where an edible oil product has been confiscated, it may be sold or otherwise disposed of as the chief inspector may direct, and the money, if any, derived therefrom is payable to Her Majesty in right of Ontario. R.R.O. 1990, Reg. 282, s. 13 (2).

Forms 1-7 REVOKED: O. Reg. 64/92, s. 8.